

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 50.704/4
DU 21 DÉCEMBRE 2011

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre pour l'Entreprise et la Simplification, le 5 décembre 2011, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur « des amendements du Gouvernement à l'avant-projet de loi portant des dispositions diverses en matière de communications électroniques », a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, les modifications que le Gouvernement entend apporter à l'avant-projet de loi 'portant des dispositions diverses en matière de communications électroniques'¹, appellent les observations suivantes.

1 - Modifications de la loi du 21 mars 1991 'portant réforme de certaines entreprises publiques économiques'

Les différentes modifications en projet ont pour objet de modifier les articles 144*ter*, § 1^{er}, 1^o, alinéa 3, 144*novies*, alinéa 4, 144*undecies*, § 1^{er}, alinéa 7, et 148*bis*, § 1^{er}, 1^{er} tiret, de la loi du 21 mars 1991 afin que les habilitations qui y sont faites au Roi de prendre certaines mesures d'exécution soient prolongées jusqu'au 31 décembre 2012.

Les dispositions précitées de la loi du 21 mars 1991, telles qu'elles ont été remplacées par la loi du 13 décembre 2010, ont pour objet d'assurer la transposition de la directive 2008/6/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 février 2008 'modifiant la directive 97/67/CE en ce qui concerne l'achèvement du marché intérieur des services postaux de la Communauté' (ci-après la directive 2008/6/CE). Or, comme le délai de transposition de cette directive a expiré le 31 décembre 2010, il ne se conçoit pas, au regard du droit de l'Union européenne, que le législateur prolonge jusqu'au 31 décembre 2012 le délai dans lequel le Roi est habilité à prendre certaines dispositions qui devraient permettre d'assurer la transposition de la directive 2008/6/CE, l'autorité fédérale ne faisant que renforcer la situation de retard dans laquelle elle se trouve concernant la transposition de cette directive.

En conclusion, mieux vaut donc supprimer toute date limite s'appliquant aux habilitations faites au Roi dans les articles 144*ter*, § 1^{er}, 1^o, alinéa 3, 144*novies*, alinéa 4, 144*undecies*, § 1^{er}, alinéa 7, et 148*bis*, § 1^{er}, 1^{er} tiret, de la loi du 21 mars 1991.

¹ Sans doute s'agit-il en effet de l'avant-projet sur lequel la section de législation a donné le 26 septembre 2011 l'avis 50.003/4.

2 - Modification de la loi du 17 janvier 2003 'relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges'

La modification en projet modifie l'article 17, § 4, de la loi du 17 janvier 2003 afin de prévoir une interdiction, pour les membres du Conseil de l'IBPT, de cumuler leur fonction avec une autre activité professionnelle, « à l'exception d'un mandat public de nature politique ».

En ce qui concerne l'indépendance des autorités réglementaires nationales, les exigences de droit européen sont progressivement devenues plus explicites.

Tel que remplacé par la directive 2009/140/CE², l'article 3 de la directive 2002/21/CE³, dispose désormais comme suit :

« 1. Les États membres veillent à ce que chacune des tâches assignées aux autorités réglementaires nationales dans la présente directive et dans les directives particulières soit accomplie par un organisme compétent.

2. Les États membres garantissent l'indépendance des autorités réglementaires nationales en faisant en sorte que celles-ci soient juridiquement distinctes et fonctionnellement indépendantes de toutes les organisations assurant la fourniture de réseaux, d'équipements ou de services de communications électroniques. Les États membres qui conservent la propriété ou le contrôle d'entreprises qui assurent la fourniture de réseaux et/ou de services de communications électroniques veillent à la séparation structurelle effective de la fonction de réglementation d'une part, et des activités inhérentes à la propriété ou à la direction de ces entreprises d'autre part.

3. Les États membres veillent à ce que les autorités réglementaires nationales exercent leurs pouvoirs de manière impartiale, transparente et au moment opportun. Les États membres veillent à ce que les autorités réglementaires nationales disposent des ressources financières et humaines nécessaires pour accomplir les tâches qui leur sont assignées.

3bis. Sans préjudice des paragraphes 4 et 5, les autorités réglementaires nationales responsables de la régulation du marché ex ante ou du règlement des litiges entre entreprises conformément à l'article 20 ou 21 de la présente directive agissent en toute indépendance et ne sollicitent ni n'acceptent d'instruction d'aucun autre organe en ce qui concerne l'accomplissement des tâches qui leur sont assignées en vertu du

² Directive 2009/140/CE du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 'modifiant les directives 2002/21/CE relative à un cadre réglementaire commun pour les réseaux et services de communications électroniques, 2002/19/CE relative à l'accès aux réseaux de communications électroniques et aux ressources associées, ainsi qu'à leur interconnexion, et 2002/20/CE relative à l'autorisation des réseaux et services de communications électroniques' (ci-après la directive 2009/140/CE).

³ Directive 2002/21/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 mars 2002 'relative à un cadre réglementaire commun pour les réseaux et services de communications électroniques (directive « cadre »)'.

droit national transposant le droit communautaire. Ceci n'empêche pas une surveillance conformément aux dispositions nationales de droit constitutionnel.

Seuls les organismes de recours établis conformément à l'article 4 ont le pouvoir de suspendre ou d'infirmer les décisions prises par les autorités réglementaires nationales. Les États membres veillent à ce que le chef d'une autorité réglementaire nationale visée au premier alinéa ou son remplaçant ou, le cas échéant, les membres de l'instance collégiale exerçant cette fonction au sein de l'autorité réglementaire nationale ou leurs remplaçants ne puissent être congédiés que s'ils ne remplissent plus les conditions requises pour exercer leurs fonctions, préalablement définies en droit national. La décision de congédier le chef de l'autorité réglementaire nationale concernée ou, le cas échéant, les membres de l'instance collégiale exerçant cette fonction est rendue publique au moment du congédiement. Le chef congédié ou, le cas échéant, les membres congédiés de l'instance collégiale exerçant cette fonction reçoivent un exposé des motifs et ont le droit d'en demander publication si celle-ci n'intervient pas d'office, auquel cas celui-ci est publié.

Les États membres veillent à ce que les autorités réglementaires nationales visées au premier alinéa disposent des budgets annuels distincts.

Les budgets sont rendus publics. Les États membres veillent également à ce que les autorités réglementaires nationales disposent des ressources financières et humaines adéquates pour leur permettre de participer activement et de contribuer à l'organe des régulateurs européens des communications électroniques (ORECE).

3ter. Les États membres veillent à ce que les autorités réglementaires nationales soutiennent activement les objectifs de l'ORECE s'agissant de promouvoir une meilleure coordination et une plus grande cohérence en matière de réglementation.

3quater. Les États membres veillent à ce que les autorités réglementaires nationales tiennent le plus grand compte des avis de l'ORECE et de ses positions communes lorsqu'elles adoptent leurs propres décisions concernant leurs marchés nationaux.

4. Les États membres publient les tâches à accomplir par les autorités réglementaires nationales d'une manière aisément accessible, en particulier lorsque ces tâches sont confiées à plusieurs organismes. Les États membres assurent, le cas échéant, la consultation et la coopération entre ces autorités, ainsi qu'entre ces autorités et les autorités nationales chargées de l'application du droit de la concurrence et les autorités nationales chargées de l'application de la législation en matière de protection des consommateurs, sur des sujets d'intérêt commun. Lorsque plus d'une autorité est compétente pour traiter ces questions, les États membres veillent à ce que les tâches respectives de chaque autorité soient publiées d'une manière aisément accessible.

5. Les autorités réglementaires nationales et les autorités nationales en matière de concurrence se communiquent les informations nécessaires à l'application des dispositions de la présente directive et des directives particulières. En ce qui concerne

les informations échangées, l'autorité qui les reçoit assure le même niveau de confidentialité que l'autorité qui les fournit.

6. Les États membres notifient à la Commission toutes les autorités réglementaires nationales chargées d'accomplir des tâches en application de la présente directive et des directives particulières, ainsi que leurs responsabilités respectives ».

Par ailleurs, afin de mieux comprendre la portée de cette nouvelle disposition, spécialement de son nouveau paragraphe 3bis, il faut avoir égard au considérant 13 de la directive 2009/140/CE, qui est ainsi rédigé :

« Il convient de renforcer l'indépendance des autorités réglementaires nationales afin d'assurer une application plus efficace du cadre réglementaire et d'accroître leur autorité et la prévisibilité de leurs décisions. À cet effet, il y a lieu de prévoir, en droit national, une disposition expresse garantissant que, dans l'exercice de ses fonctions, une autorité réglementaire nationale responsable de la régulation du marché *ex ante* ou du règlement des litiges entre entreprises est à l'abri de toute intervention extérieure ou pression politique susceptible de compromettre son impartialité dans l'appréciation des questions qui lui sont soumises. Une telle influence externe rend un organisme législatif national impropre à agir en qualité d'autorité réglementaire nationale dans le cadre réglementaire. À cette fin, il convient d'établir préalablement des règles concernant les motifs de congédiement du chef de l'autorité réglementaire nationale afin de dissiper tout doute raisonnable quant à la neutralité de cet organisme et à son imperméabilité aux facteurs extérieurs. Il est important que les autorités réglementaires nationales responsables de la régulation du marché *ex ante* disposent de leur propre budget qui leur permette, en particulier, de recruter suffisamment de personnel qualifié. Afin de garantir la transparence, ce budget devrait être publié tous les ans ».

Il résulte de l'article 3, paragraphe 3bis, alinéa 1^{er}, de la directive « cadre » et du considérant 13 de la directive 2009/140/CE, que les autorités réglementaires nationales responsables de la régulation du marché *ex ante* ou du règlement des litiges entre entreprises doivent agir en toute indépendance, ce qui implique qu'elles soient mises à l'abri de toute intervention extérieure ou pression politique susceptible de compromettre leur impartialité dans l'appréciation des questions qui leur sont soumises.

On peut douter à cet égard que le cumul de la fonction de membre du Conseil de l'IBPT avec n'importe quel mandat public de nature politique permette de garantir l'indépendance requise par l'article 3, paragraphe 3bis, de la directive « cadre ».

Il appartiendra à l'auteur de la modification en projet d'examiner si l'autorisation d'un tel cumul – aussi général – ne doit pas être revue afin de limiter au maximum les risques de pression politique susceptible de compromettre l'impartialité des

membres du Conseil et en tout état de cause de mieux circonscrire dans la loi elle-même ⁴ ce qu'il convient d'entendre par un « mandat public de nature politique » et ce aux fins de réaliser un juste équilibre entre, d'une part, les exigences qu'impose le droit européen et, d'autre part, la jouissance des droits politiques.

⁴ Voir C.E. arrêt n° 53.318, du 17 mai 1995, J.T. p. 810.

La chambre était composée de

Messieurs	P. LIÉNARDY,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE,	conseillers d'État,
	L. DETROUX,	
Madame	A. WEYEMBERGH,	assesseurs de la section de législation,
Monsieur	S. VAN DROOGHENBROECK,	
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par Mme L. VANCRAVEBECK, auditeur.

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT

C. GIGOT

P. LIÉNARDY

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 50.704/4
VAN 21 DECEMBER 2011

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, vierde kamer, op 5 december 2011 door de Minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over “amendementen van de Regering bij het voorontwerp van wet houdende diverse bepalingen inzake elektronische communicatie”, heeft het volgende advies gegeven:

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geven de wijzigingen die de regering beoogt aan te brengen in het voorontwerp van wet ‘houdende diverse bepalingen inzake elektronische communicatie’¹ aanleiding tot de volgende opmerkingen.

1 – Wijzigingen van de wet van 21 maart 1991 ‘betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven’

De verschillende ontworpen wijzigingen strekken tot wijziging van de artikelen 144*ter*, § 1, 1°, derde lid, 144*novies*, vierde lid, 144*undecies*, § 1, zevende lid, en 148*bis*, § 1, eerste streepje, van de wet van 21 maart 1991 teneinde de machtiging die daarin aan de Koning wordt verleend om bepaalde uitvoeringsmaatregelen te nemen, te verlengen tot 31 december 2012.

De voornoemde bepalingen van de wet van 21 maart 1991, zoals vervangen bij de wet van 13 december 2010, beogen de omzetting van richtlijn 2008/6/EG van het Europees Parlement en de Raad van 20 februari 2008 ‘tot wijziging van richtlijn 97/67/EG wat betreft de volledige voltooiing van de interne markt voor postdiensten in de Gemeenschap’ (hierna richtlijn 2008/6/EG genoemd). Aangezien de termijn voor de omzetting van deze richtlijn op 31 december 2010 is verstreken, kan ten aanzien van het recht van de Europese Unie echter niet worden aanvaard dat de wetgever de termijn waarbinnen de Koning bepaalde bepalingen ter omzetting van richtlijn 2008/6/EG mag uitvaardigen, verlengt tot 31 december 2012, waardoor de federale overheid de vertraging bij de omzetting van deze richtlijn enkel groter maakt.

Het besluit is dan ook dat het beter zou zijn in de artikelen 144*ter*, § 1, 1°, derde lid, 144*novies*, vierde lid, 144*undecies*, § 1, zevende lid, en 148*bis*, § 1, eerste streepje, van de wet van 21 maart 1991 elke vermelding van een uiterste datum betreffende de aan de Koning verleende machtigingen te schrappen.

¹ Het betreft namelijk wellicht het voorontwerp waarover de afdeling Wetgeving op 26 september 2011 advies 50.003/4 heeft verstrekt.

2 – Wijziging van de wet van 17 januari 2003 ‘met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector’

Met de ontworpen wijziging wordt artikel 17, § 4, van de wet van 17 januari 2003 gewijzigd teneinde de leden van de Raad van het BIPT het verbod op te leggen hun functie met een andere beroepsactiviteit te combineren, “behoudens een openbaar mandaat van politieke aard”.

Betreffende de onafhankelijkheid van de nationale regelgevende instanties is de Europeesrechtelijke regelgeving steeds explicieter geworden.

Artikel 3 van richtlijn 2002/21/EG², zoals vervangen bij richtlijn 2009/140/EG³ luidt voortaan als volgt:

“1. De lidstaten zorgen ervoor dat alle taken die bij deze richtlijn en de bijzondere richtlijnen aan de nationale regelgevende instanties worden opgedragen, door een bevoegd lichaam worden uitgevoerd.

2. De lidstaten waarborgen de onafhankelijkheid van de nationale regelgevende instanties door ervoor te zorgen dat zij juridisch gezien onderscheiden zijn van en functioneel onafhankelijk zijn van alle organisaties die elektronische-communicatienetwerken, -apparatuur of -diensten aanbieden. Lidstaten die de eigendom van of de zeggenschap over elektronische-communicatienetwerken en/of -diensten aanbiedende ondernemingen behouden, zorgen voor een daadwerkelijke structurele scheiding tussen de regelgevende taken en de met eigendom of zeggenschap verband houdende activiteiten.

3. De lidstaten zorgen ervoor dat de nationale regelgevende instanties hun bevoegdheden op onpartijdige en transparante wijze en tijdig uitoefenen. De lidstaten zien erop toe dat de nationale regelgevende instanties over voldoende financiële en menselijke middelen beschikken om de hun toegewezen taken uit te voeren.

3bis. Onverminderd de bepalingen van de leden 4 en 5, treden de nationale regelgevende instanties die verantwoordelijk zijn voor marktregulering ex ante of voor de beslechtingen van geschillen tussen ondernemingen overeenkomstig artikel 20 of 21 van deze richtlijn, onafhankelijk op en vragen of aanvaarden zij geen instructies van andere instanties in verband met de uitoefening van deze taken die hun op grond van de nationale wetgeving tot omzetting van het Gemeenschapsrecht zijn toegewezen. Dit vormt geen beletsel voor toezicht overeenkomstig de nationale grondwet.

² Richtlijn 2002/21/EG van het Europees Parlement en de Raad van 7 maart 2002 ‘inzake een gemeenschappelijk regelgevingskader voor elektronische-communicatienetwerken en -diensten (Kaderrichtlijn)’.

³ Richtlijn 2009/140/EG van het Europees Parlement en de Raad van 25 november 2009 ‘tot wijziging van richtlijn 2002/21/EG inzake een gemeenschappelijk regelgevingskader voor elektronischecommunicatienetwerken en -diensten, richtlijn 2002/19/EG inzake de toegang tot en interconnectie van elektronischecommunicatienetwerken en bijbehorende faciliteiten, en richtlijn 2002/20/EG betreffende de machtiging voor elektronischecommunicatienetwerken en -diensten’ (hierna richtlijn 2009/140/EG genoemd).

Alleen beroepsinstanties die zijn opgezet in overeenstemming met artikel 4, zijn bevoegd besluiten van de nationale regelgevende instanties te schorsen of ongedaan te maken. De lidstaten zorgen ervoor dat het hoofd, of, in voorkomend geval, de leden van het collegiale orgaan dat die functie vervult, van een nationale regelgevende instantie als bedoeld in de eerste alinea, of hun plaatsvervangers alleen kunnen worden ontslagen indien zij niet meer aan de tevoren in de nationale wetgeving vastgestelde eisen voor de uitoefening van dat ambt voldoen. Het besluit om het hoofd, of, in voorkomend geval, de leden van het collegiale orgaan dat die functie vervult, van de betrokken nationale regelgevende instantie te ontslaan wordt openbaar gemaakt op het moment van ontslag. Het ontslagen hoofd of, in voorkomend geval, de ontslagen leden van het collegiale orgaan dat die functie vervult, van de nationale regelgevende instantie ontvangen een motivering en hebben het recht de openbaarmaking daarvan te verlangen, indien zulks anders niet zou geschieden; in dat geval wordt zij openbaar gemaakt.

De lidstaten zorgen ervoor dat de in de eerste alinea bedoelde nationale regelgevende instanties over afzonderlijke jaarlijkse begrotingen beschikken.

De begroting wordt openbaar gemaakt. De lidstaten zorgen er eveneens voor dat de nationale regelgevende instanties over voldoende financiële middelen en personeel beschikken om hen in staat te stellen actief deel te nemen aan en bij te dragen tot het orgaan van Europese regelgevende instanties voor elektronische communicatie (BEREC).

3ter. De lidstaten moeten ervoor zorgen dat de doelstellingen van BEREC voor wat het bevorderen van de coördinatie van de regelgeving en van de coherentie betreft, actief worden ondersteund door de respectieve nationale regelgevende instanties.

3quater. De lidstaten zorgen ervoor dat de nationale regelgevende instanties bij de aanneming van hun beslissingen voor hun nationale markten zeer zorgvuldig rekening houden met door BEREC gegeven adviezen en gemeenschappelijk standpunten.

4. De lidstaten maken de door de nationale regelgevende instanties uit te voeren taken op een gemakkelijk toegankelijke wijze bekend, met name wanneer die taken aan meer dan één lichaam worden toegewezen. De lidstaten zorgen in voorkomend geval voor overleg en samenwerking tussen die instanties onderling en tussen die instanties en de nationale instanties belast met de uitvoering van het mededingingsrecht en de nationale instanties belast met de uitvoering van het consumentenrecht, in aangelegenheden van gemeenschappelijk belang. Indien meer dan één instantie bevoegd is om die aangelegenheden te behandelen, zorgen de lidstaten ervoor dat de respectieve taken van elke instantie in een gemakkelijk toegankelijke vorm bekendgemaakt worden.

5. De nationale regelgevende instanties en de nationale mededingingsautoriteiten leveren elkaar de informatie die nodig is voor de toepassing van de onderhavige richtlijn en de bijzondere richtlijnen. Ten aanzien van de uitgewisselde informatie is de ontvangende instantie gehouden hetzelfde niveau van vertrouwelijkheid in acht te nemen als de informatieverstrekende instantie.

6. De lidstaten stellen de Commissie in kennis van alle nationale regelgevende instanties waaraan krachtens deze richtlijn en de bijzondere richtlijnen taken zijn opgedragen, en van hun onderscheiden verantwoordelijkheden”.

Om de reikwijdte van deze nieuwe bepaling, en inzonderheid van lid 3*bis* ervan, beter te begrijpen, dient voorts rekening te worden gehouden met overweging 13 van richtlijn 2009/140/EG, die luidt als volgt:

“De onafhankelijkheid van de nationale regelgevende instanties zou moeten worden versterkt om te zorgen voor een meer doeltreffende toepassing van het regelgevingskader en hun autoriteit en de voorspelbaarheid van hun besluiten te verhogen. Hiertoe zouden uitdrukkelijke bepalingen moeten worden opgenomen in de nationale wetgeving om ervoor te zorgen dat een nationale regelgevende instantie die verantwoordelijk is [voor] marktregulering *ex ante* of voor geschillenbeslechting tussen ondernemingen, bij het uitoefenen van haar taken, beschermd is tegen externe interventie of politieke druk die haar onafhankelijke oordeel over de vraagstukken die haar worden voorgelegd in gevaar zouden kunnen brengen. Dergelijke externe invloed maakt een nationale instantie ongeschikt om volgens het regelgevingskader op te treden als een nationale regelgevende instantie. Met het oog hierop zouden van te voren voorschriften moeten worden opgesteld met betrekking tot de redenen die aanleiding geven voor ontslag van het hoofd van de nationale regelgevende instantie om ervoor te zorgen dat er volstrekt geen twijfels kunnen zijn over de neutraliteit van die instantie en dat de instantie niet gevoelig is voor externe factoren. Het is van belang dat de nationale regelgevende instanties die verantwoordelijk zijn voor *ex-antemarktregelgeving*, over hun eigen begroting beschikken, zodat zij met name voldoende gekwalificeerd personeel kunnen aanwerven. Met het oog op transparantie zou die begroting jaarlijks gepubliceerd moeten worden”.

Uit artikel 3, lid 3*bis*, alinea 1, van de Kaderrichtlijn en uit overweging 13 van richtlijn 2009/140/EG blijkt dat de nationale regelgevende instanties die belast zijn met marktregulering *ex ante* of met geschillenbeslechting tussen ondernemingen volkomen onafhankelijk moeten handelen, wat inhoudt dat ze beschermd zijn tegen externe interventie of politieke druk die hun onafhankelijke oordeel over de vraagstukken die hun worden voorgelegd in gevaar zouden kunnen brengen.

In dit verband valt te betwijfelen of de combinatie van de functie van lid van de Raad van het BIPT met om het even welk openbaar mandaat van politieke aard de onafhankelijkheid kan waarborgen die voorgeschreven wordt door artikel 3, lid 3*bis*, van de Kaderrichtlijn.

De steller van de ontworpen wijziging dient na te gaan of de machtiging tot een dermate algemene cumulatie niet moet worden herzien teneinde de risico's van politieke druk die de onpartijdigheid van de leden van de Raad in het gedrang kan brengen zoveel mogelijk te beperken, en hij dient hoe dan ook in de wet zelf⁴ beter te omschrijven wat moet worden verstaan onder "openbaar mandaat van politieke aard" opdat een billijk evenwicht wordt bereikt tussen wat het Europees recht voorschrijft en het genot van politieke rechten.

⁴ Zie arrest van de Raad van State nr. 53.318 van 17 mei 1995, *J.T.* blz. 810.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	P. LIÉNARDY,	kamervoorzitter,
	J. JAUMOTTE,	staatsraden,
	L. DETROUX,	
Mevrouw de Heer	A. WEYEMBERGH,	assessoren van de afdeling Wetgeving,
	S. VAN DROOGHENBROECK,	
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. L. VANCRAYEBECK, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de Heer P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER

DE VOORZITTER

C. GIGOT

P. LIÉNARDY